

quelquefois les porte-parole publics, y compris les dirigeants ecclésiastiques. Cette déclaration ne se contentait pas de dire que le chômage était quelque chose de regrettable et de pénible. Elle ajouterait que le chômage que nous connaissons n'était pas une fatalité, et qu'il existe parce que les affaires publiques sont mal gérées. Évidemment, cela a scandalisé certaines personnes qui ont dit que les évêques n'avaient pas à se mêler des affaires publiques, et que tout ce qu'on leur demandait c'était de parler du paradis ou de l'enfer, et en tout cas de ne pas marcher sur les plates-bandes des politiciens. En fait, cette déclaration a valu aux évêques énormément d'attention au Canada. Ils ont eu énormément d'audience parce qu'ils avaient énoncé un principe qui est au cœur de l'enseignement de leur religion ces dernières années, le principe de l'option préférentielle en faveur des pauvres. Ce principe consiste en gros, quand on a le choix entre les riches et les pauvres, à aider les pauvres.

**Une voix:** Le riche s'enrichit.

**M. Heap:** Quelqu'un ici à côté de moi, physiquement à ma gauche mais certes bien à droite politiquement, préconise que le riche s'enrichisse. Les évêques ont préconisé d'enrichir un peu le pauvre, même s'il faut pour cela que le riche s'appauvrisse un peu ou, plus vraisemblablement, ne s'enrichisse pas tout à fait aussi vite. C'est un principe qui a trouvé plus de retentissement dans d'autres pays que le Canada, et je reviendrai là-dessus. Ils ont généralement soutenu que cela vaut mieux non seulement sur le plan moral—c'est-à-dire parce que le pauvre a davantage besoin d'argent, de nourriture ou de logement que le riche, ce qui est évident—mais également sur le plan pratique parce que ce dont le pauvre a besoin, ce serait en grande partie d'articles de première nécessité plutôt que d'articles de luxe. Ce principe s'applique encore bien davantage dans un pays qui exploite son épargne, ses ressources en capitaux. S'il les exploite pour procurer les articles de première nécessité à un vaste marché, il est plus stable et peut plus sérieusement offrir des emplois et les rémunérer qu'un pays qui se préoccupe surtout des besoins des riches, qu'il s'agisse de leurs besoins de consommation pour le prix d'un second yacht ou d'un autre voyage autour du monde, ou qu'il s'agisse de leur préférence capitaliste qui est d'investir au taux d'intérêt le plus élevé même s'il faut pour cela faire sortir l'argent du pays de sorte qu'il ne profite plus aux gens qui ont effectué le travail qui a permis d'accumuler cet argent. Les évêques défendent leur préférence pour le pauvre à la fois parce que le pauvre a immédiatement besoin d'aide—il meurt à l'heure actuelle au Canada des gens qui ne devraient pas mourir, mais qui meurent parce qu'ils sont pauvres et ne devraient pas l'être—et parce que dans l'intérêt de la santé générale de notre pays et aussi de notre économie, quand on s'occupe des besoins de la base, tout le monde finit à long terme par en profiter plus que si l'on s'était occupé uniquement du sommet.

La politique du gouvernement actuel est à l'opposé, comme l'était celle de son prédécesseur. Il y a de l'argent pour renflouer une banque. Nous avons entendu, il y a quelques instants, un député ministériel s'apitoyer sur le sort des pauvres déposants. La plupart d'entre eux savaient bien qu'ils plaçaient leur argent dans une opération risquée qui rapportait de gros intérêts. Ils étaient mus par l'appât du gain. Ils savaient que la loi ne protégeait pas leurs dépôts au-dessus d'un certain montant. Quand leur cupidité les a plongés dans le pétrin, ils ont

demandé au gouvernement, qui parle de libre entreprise et de non-interventionnisme, de les tirer d'affaire et d'éponger les pertes qu'ils ont subies en pleine connaissance de cause. Et le gouvernement a accédé à leur demande.

En un sens, nous avons la même situation dans le cas des sociétés pétrolières. Elles veulent être payées pour faire la prospection pétrolière et elles réclament ensuite la propriété du pétrole qu'elles ont découvert grâce aux deniers publics, mais le gouvernement veut leur faire un cadeau encore plus gros que celui du gouvernement précédent, et c'est ce qu'il fait. Les mêmes conditions sont faites aux grandes sociétés du Canada, qu'elles s'occupent de transport, de communication, d'extraction de minerai ou de fabrication. Le gouvernement affirme qu'il donnera davantage à ceux qui ont le plus, appliquant ainsi à rebours la maxime disant qu'il sera exigé davantage de ceux qui sont comblés. Je parle des résultats de cette politique, non seulement sous le gouvernement actuel, mais sous ceux qui l'ont précédé, y compris celui qu'a formé le même parti pendant vingt ou vingt-cinq ans. Pendant toute la période qui a suivi la Seconde Guerre mondiale et toujours davantage à mesure qu'on s'éloignait des années noires de la dépression, le grand principe a été ce que certains appellent «l'effet de percolateur»: donnez l'argent aux riches, qui vont le dépenser; cet argent passera aux gens aisés qui vont le dépenser à leur tour; la classe moyenne, qui le recevra, va elle aussi le dépenser et il parviendra enfin aux pauvres. Tout le monde est censé en profiter, mais ce n'est pas le cas parce que ceux qui prétendent qu'en donnant aux riches, on finit par en faire profiter tout le monde omettent soigneusement de dire où ils sont allés chercher ce qu'ils donnent aux riches. Ce n'est pas aux riches que le gouvernement prend de l'argent. Il prend cet argent aux travailleurs, voire à des chômeurs. Ce sont les personnes qui doivent payer les gros des impôts qui alimentent les caisses où est puisé l'argent donné aux riches. Le gouvernement dit aux gens de se serrer la ceinture alléguant que s'ils tiennent le coup assez longtemps, ils finiront pas récupérer une partie de ce que le gouvernement leur a enlevé. Il nous demandera en outre de le remercier pour nous avoir rendu au bout de quelques années une petite partie de ce qu'il nous prend maintenant. C'est tout le contraire de ce que l'Église catholique romaine et d'autres Églises nous enseignent, à nous qui nous considérons comme des chrétiens.

J'ai dit que l'on enseigne le principe de l'option préférentielle pour les pauvres beaucoup plus couramment dans d'autres pays. Je songe notamment aux pays d'Amérique centrale et d'Amérique du Sud où le contraste entre les riches et les pauvres se fait plus ressentir parce qu'il est beaucoup plus fort qu'au Canada. Nous ferions bien d'observer ces pays pour voir si nous nous engageons dans la même voie qu'eux, pour voir si nous voulons les imiter.

L'été dernier, lorsque j'étais au Chili, notre ambassadeur m'a dit que le gouvernement avait raison d'abaisser le revenu des Chiliens pour permettre à leur pays d'être plus concurrentiel à l'étranger et il a dit que le Canada devait l'imiter. Autrement dit, il faut réduire volontairement les revenus des Canadiens pour permettre au Canada de faire comme le Chili et de vendre son cuivre moins cher. Le Chili doit maintenant produire trois fois plus de cuivre pour gagner autant d'argent qu'il